



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Egalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service Environnement

Grenoble, le 22 février 2024

Le préfet

à

Monsieur le président de la
SSCV Campus 38 - Vinci Immobilier ARA
3 rue Paul Cézanne
74000 Annecy

Affaire suivie par : Baptiste Testi et Priscille Bourdilleau *EB.*

Objet :

- Commune : Gières
- Pétitionnaire : SCCV Campus 38 – Vinci Immobilier ARA
- Travaux : Création de 8 puits de pompage pour une résidence étudiante et des locaux d'activités
- Rubrique : 1110, 1210, et 3220
- N° IOTA : 38-2023-B-0100018940
- Accord sur dossier de déclaration

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**Création de 8 puits de pompage pour une résidence étudiante et des locaux d'activités
Commune de Gières**

Les références administratives de ce dossier sont les suivantes :

Date de réception du dossier au guichet unique : 15 septembre 2023, complété les 23 novembre 2023, 15 janvier 2024 et 2 février 2024

Numéro d'enregistrement au guichet unique : 38-2023-B-0100018940

pour lequel un récépissé de dépôt de dossier de déclaration vous a été délivré en date du 21 septembre 2023, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Tel : 04 56 59 45 60 / 07 86 55 18 99

Mél : ddt-spe@isere.gouv.fr et ddt-se-pec@isere.gouv.fr

Adresse : DDT de l'Isère – 17, Bd Joseph Vallier, BP 45
38040 GRENOBLE Cedex 9

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie où se situent les travaux pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours gracieux prolonge de deux mois le délai mentionné.

Pour le préfet de l'Isère et par délégation,
Le directeur départemental des territoires
Par subdélégation, la cheffe du service environnement



Clémentine BLIGNY

Copie de la lettre transmise pour information à

⊗ Monsieur le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité (sd38@ofb.gouv.fr)